



Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le 12/02/2026

**webdelib**

ID : 017-241700699-20260206-DEL2026\_038-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Séance du vendredi 6 février 2026

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 16

Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 23 janvier 2026

L'an deux mille vingt six, le six février à 10 h 00, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

#### Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

#### Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

#### Absents :

Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)

**Secrétaire de séance :** Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU

**Avenant n°2 à la Convention de coopération « public-public » relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le GALIEC***Affaires générales*

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens, une convention « public-public » est conclue, depuis le 21 décembre 2022, entre le PETR Marennes Oléron, les Communautés d'agglomération Rochefort Océan et Royan Atlantique et les Communautés de communes de l'Île d'Oléron et du Bassin de Marennes.

Cette convention a pour objet la mise en œuvre d'un mode de gouvernance, appelé Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL), par un groupe désigné Groupe d'Action Locale. Le territoire concerné est défini par les 4 EPCI, et intitulé Îles et Estuaires Charentais.

Le Groupe d'Action Locale Îles et Estuaires Charentais (GALIEC) a notamment pour mission de procéder à une validation en opportunité des projets demandant un financement au titre du volet territorial des fonds européens.

La convention définit l'organisation technique, administrative et financière entre les parties prenantes pour la mise en œuvre du DLAL, porté jusqu'à présent par le Pôle Marennes Oléron.

Au vu de la prochaine dissolution du PETR Marennes Oléron, et conformément à la délibération N°2025/CC07/27 du 16 décembre 2025 portant approbation du principe de dissolution du PETR Marennes-Oléron et du lancement des travaux préparatoires, il est proposé un avenant ayant pour objet de transférer le portage de cette convention à la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (CARA) :

- d'une manière générale, le terme « PMO » est remplacé par « la CARA » ; d'une manière particulière, le préambule et l'article 3.2 de la convention qui désignaient le PETR Marennes Oléron comme structure porteuse du dispositif sont modifiés afin de désigner la CARA comme la structure porteuse du dispositif ;
- les modalités financières sont révisées afin de supprimer toute mention de participation du PETR Marennes Oléron ; il est bien entendu que les principes de gestion ne sont pas modifiés : l'absence de reste à charge est maintenu et la clé de répartition est inchangée. Il reste donc ces deux principes structurants pour définir l'équilibre financier ;
- conformément à la demande de l'autorité de gestion, à savoir la Région Nouvelle-Aquitaine, les modifications apportées par l'avenant n°1 et l'avenant n°2 sont consolidées dans la convention annexée à l'avenant n°2.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Vu** la délibération n° 2022/CC06/02 du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2022 portant sur la validation de la candidature à la stratégie de développement local du Volet Territorial des Fonds Européens 2021 - 2027 ;

**Vu** la délibération n°2022/CC08/08 du Conseil Communautaire en date du 7 décembre 2022 portant sur la validation de la convention « public-public » relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

**Vu** la délibération n°2025/CC07/27 du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2025 validant le principe de dissolution du PETR Marennes Oléron et autorisant le lancement des travaux préparatoires ;

**Considérant** la nécessité de modifier par avenant la convention de coopération « public-public » relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais pour tenir compte du transfert du portage de la convention ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

## DÉCIDE

- d'approuver l'avenant n°2 et son annexe à la convention de coopération « public-public » relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant ainsi que tout document afférent.

### ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Le Président

Monsieur Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance

Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU